

« Aboutir à un accord international sur le climat pour contenir le réchauffement global en deçà de 2°C est une nécessité. Cette exigence partagée transcende la simple dimension politique. C'est le sens de l'engagement de la société civile dont la mobilisation ne cesse de croître et de se structurer. C'est aussi tout l'engagement de notre cabinet impliqué dans les stratégies et réflexions sur le développement durable et travaillant à la coordination et au déploiement de « Solutions COP21. Nous pouvons vous aider à préciser, rédiger et cibler vos actions et messages clés sur le climat. N'hésitez pas à nous contacter tout au long de l'été et cet automne ».

**Sylvianne Villaudière**, Dirigeante fondatrice du Cabinet Alliantis

« CLIMActu » est l'infolettre conçue et réalisée par le cabinet Alliantis sur le sujet du climat. Vous y retrouverez régulièrement l'actualité liée au dérèglement climatique, abordée à travers différentes thématiques :

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE  
UNION EUROPÉENNE ET CLIMAT  
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE  
URGENCES CLIMATIQUES

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE  
DISPOSITIF « SOLUTIONS COP21 »  
AGENDA  
PUBLIER VOTRE BROCHURE SPECIAL CLIMAT

## DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE

*Progressivement, les 195 Etats participant aux négociations climatiques dévoilent leur engagement à la lutte contre les changements climatiques en vue de la conférence de Paris en décembre 2015.*

- On pouvait le craindre. C'est désormais une certitude. Les promesses climatiques faites par les Etats, en amont du sommet climatique de Paris (COP 21), ne suffiront pas à stabiliser le réchauffement climatique à 2°C, l'objectif que s'est fixé la communauté internationale. Dans un rapport qu'elle publie, ce mardi 7 juillet, la Commission mondiale sur l'économie et le climat estime que l'économie mondiale doit réduire son intensité carbone de 5% l'an pour atteindre l'objectif 2°C. Or, souligne-t-elle, « le rythme actuel de baisse est inférieur à 1,5% ». Décarboner le monde des affaires s'avère pourtant profitable, poursuivent les experts de la Commission qui identifient 10 types d'action susceptibles de concilier production de richesses et forte réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

- A l'approche de la COP 2, les climatologues du monde entier se retrouvent à Paris pour dresser un tableau complet des connaissances scientifiques sur le sujet. La conférence scientifique internationale « Our Common Future under Climate Change » (CFCC15) s'est ouverte ce mardi 7 juillet 2015 au siège de l'UNESCO à Paris, en présence de plusieurs hauts responsables politiques dont la ministre française de l'Ecologie Ségolène Royal. Il sera "l'occasion d'explorer les dernières avancées scientifiques dans la compréhension des multiples facettes de la gestion du changement climatique, qu'il s'agisse des modèles de durabilité économique, des comportements sociaux, des projets de protection des côtes ou des innovations en matière d'énergie renouvelable", ont indiqué les organisateurs par communiqué.

- Les climatologues ont pointé du doigt la faiblesse des promesses (INDC) faites par les États en amont du sommet de Paris sur climat. Ces dernières ne représentent que 15 à 20% de l'effort nécessaire pour limiter le réchauffement climatique à 2°C. Ce mercredi 8 juillet, à Paris, au cours du colloque Our Common Future, plusieurs climatologues ont tenté d'évaluer le bénéfice climatique des 18 premières INDC. Non sans difficulté.

- La conférence scientifique internationale sur le climat s'est achevée vendredi 10 juillet 2015 par une déclaration finale dans laquelle les scientifiques réunis à Paris expliquent qu'il existe « deux chances sur trois de pouvoir limiter le réchauffement planétaire à 2 °C ou moins, si l'on limite les émissions de CO<sub>2</sub> à 900 milliards de tonnes, soit près de 20 fois la quantité émise pendant la seule année 2014', d'ici la fin du siècle. Cet objectif se traduit par le besoin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 à 70 % au-dessous du niveau actuel d'ici 2050.

- Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie, a reçu le 8 juillet 2015 les ambassadeurs des États africains en France dans le cadre de la préparation de la Cop21. Alors que le continent est particulièrement touché par le dérèglement climatique, la Ministre a rappelé l'importance de la mobilisation de l'Afrique pour le succès de la conférence Paris Climat 2015. La discussion a permis de dresser un état des lieux des négociations en cours et de souligner l'importance des solutions proposées par les pays d'Afrique pour conjuguer lutte contre la pauvreté et préservation de la planète.

- Les crédits à l'export pour les centrales à charbon pourraient ne pas être supprimés malgré la promesse du gouvernement français, qui évoque la question de l'emploi chez Alstom. Il s'agissait d'un des rares engagements concrets de la France en matière d'énergie fossile avant la COP 21. À quelques mois de la conférence internationale pour le Climat qui doit se tenir à Paris, le gouvernement français risque de revenir sur une de ses principales promesses en matière de réduction des énergies fossiles, selon un collectif d'ONG. La suspension définitive des crédits à l'export pour la construction de centrales au charbon, promise il y a plusieurs mois par François Hollande, pourrait être repoussée, au regard de son impact sur les emplois industriels en France.

- A cinq mois de la COP21 le Nigeria n'a pas encore publié sa contribution nationale. Chaque pays doit en effet annoncer ses engagements en matière de réduction d'émission de gaz à effet de serre (GES), et ses mesures d'adaptation aux impacts du changement climatique. Le négociateur climat du Nigeria, Jare Adejuwon, directeur du département Changement climatique au ministère de l'Environnement, attend de la COP 21 que les engagements financiers soient tenus. Il détaille dans cette interview les positions de son pays.

- Alors que des manifestants dénonçaient leur inaction, les premiers ministres du Québec et de l'Ontario, réunis à Toronto pour le Sommet des Amériques sur le climat, ont vanté mercredi 8 juillet 2015 leurs efforts pour réduire les gaz à effet de serre (GES), en particulier la mise en place d'un marché du carbone.

- Le financement d'une économie respectant une hausse des températures inférieure à 2 C repose sur quatre piliers principaux : un signal prix pour le CO<sub>2</sub>, le financement d'infrastructures à bas-carbone, la mobilisation des banques de développement et une réglementation financière intégrant enfin le risque climatique. Comment aider les pays du Sud à affronter le défi climatique ? Un rapport du groupe de réflexion WRI esquisse de nouvelles pistes afin que les pays développés puissent honorer leur promesse de 100 milliards de dollars par an au bénéfice des pays en développement.

## UNION EUROPÉENNE ET CLIMAT

*L'Europe tente de s'organiser pour trouver la voie d'un accord ambitieux sur le changement climatique :*

- Huit dossiers principaux attendent le Luxembourg, qui préside l'Union européenne du 1er juillet au 31 décembre 2015. Au menu: qualité de l'air, politique énergétique, économie circulaire, nouvelle politique commune de la pêche et biodiversité. Au chapitre de la qualité de l'air, le Luxembourg devra s'assurer que les discussions autour de la directive sur les plafonds nationaux d'émission (NEC) aboutiront à de nouveaux objectifs pour 2030. Pour l'heure, le Conseil de l'UE est loin d'être unanime sur la question, certains Etats demandant des seuils non contraignants pour les émissions de méthane notamment.

- L'envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète et président de la Fondation Nicolas Hulot explique dans cette interview - accordée au Journal La Croix le 7 juillet 2015 - les enjeux du Sommet des consciences qui se tiendra dans deux semaines à Paris.

- La Commission a élaboré un système de gouvernance énergétique qui ne prévoit pas de mécanisme de sanction pour les États membres n'atteignant pas leurs objectifs énergie et climat pour 2030. Tenus par des objectifs énergie-climat ambitieux pour 2030, les Etats membres devront soumettre leurs projets nationaux de mise en œuvre à Bruxelles et faire des rapports biannuels sur l'application de leurs plans, révèle un document de travail de la Commission obtenu. Un mécanisme d'évaluation qui pourrait cependant s'avérer inefficace, estiment les défenseurs de l'environnement.

- À cinq mois de la COP 21, la France se doit d'être exemplaire. L'attitude du Gouvernement français sur le charbon, l'énergie fossile la plus émettrice de CO2, reste pourtant ambiguë. Car si les subventions directes ont bien été supprimées, la fin des crédits à l'export, promise par François Hollande lors de la dernière conférence environnementale, n'est pas encore actée. Elle pourrait même être remise en question au profit d'un seul industriel français : Alstom.

- « La lutte contre le dérèglement climatique est un objectif vital pour nos sociétés. C'est un combat qui va engager le destin de notre siècle et la France doit y prendre sa part. Elle pourrait être cette année l'un des premiers pays au monde, et le seul de son rang, à inscrire le respect des objectifs climat dans sa Constitution. » C'est ce que défend Cécile Duflot et Pascal Canfin dans une tribune parue dans Libération le 12 juillet 2015.

- La réforme du marché européen du carbone EU ETS pour la période 2021-2030 présentée par la Commission européenne mercredi 15 juillet 2015 dans le cadre de son "paquet d'été" suscite l'inquiétude parmi les industriels, notamment Business Europe et Eurofer, qui craignent une menace sur la compétitivité des industries européennes. À l'inverse, la fédération Eurelectric salue un projet qui "renforce et clarifie" le marché. Le réseau d'ONG environnementales CAN déplore pour sa part une réforme qui ne va pas assez loin. Le prix du quota de CO2 sur la plateforme boursière EEX a été légèrement relevé, passant de 7,40 euros la tonne au début du mois à 7,69 euros le 16 juillet.

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

*Le Sénat vient d'achever le 15 juillet 2015 l'examen en séance publique du projet de loi transition énergétique. Le texte sera examiné en lecture définitive par l'Assemblée nationale à partir du 22 juillet 2015 marquant ainsi la fin du parcours législatif du projet de loi.*

- Avant même que le projet de loi sur la transition énergétique ne soit définitivement voté par le Parlement, la plupart des experts savent déjà que la France ne tiendra pas ses objectifs en matière d'électricité verte. Principale cause avancée : la priorité accordée au nucléaire.
- Dans un communiqué du 9 juillet 2015, Sylvia Pinel, ministre du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité, salue les premières réalisations du Plan de transition numérique pour le bâtiment et du Programme d'action pour la construction et la transition énergétique (PACTE).
- 101,3 milliards d'euros : tel est, « à minima », le coût annuel de la pollution de l'air en France. C'est deux fois plus que le tabac (47 milliards d'euros). La commission d'enquête, mise en place mi-mars dernier par le Sénat et présidée par le sénateur (Les Républicains) de Meurthe-et-Moselle Jean-François Husson, a rendu publique, mercredi 15 juillet, son estimation de la charge financière globale de la mauvaise qualité de l'air. Une évaluation jamais établie jusqu'alors, qui intègre non seulement les dommages sanitaires de la pollution, mais également ses conséquences sur les bâtiments, les écosystèmes et l'agriculture.

## URGENCES CLIMATIQUES

*La crise climatique s'aggrave et s'accélère, bien des faits et chiffres en attestent :*

- Les pénuries alimentaires et baisses des réserves en eau induites par le réchauffement risquent d'entraîner d'importantes migrations de population, désorganiser les Etats et favoriser le terrorisme mettent en garde des experts internationaux. Dans un rapport intitulé «Changement climatique, une évaluation des risques», ces scientifiques, analystes politiques et experts en risques financiers et militaires dressent un tableau sombre de l'avenir de l'humanité.
- La commercialisation d'eucalyptus génétiquement modifiés a reçu le feu vert de l'agence brésilienne de régulation des OGM (organismes génétiquement modifiés). Alors que le Brésil est le premier producteur d'eucalyptus au monde, cette décision alarme scientifiques et écologistes, qui s'inquiètent des impacts sanitaires et sociaux. L'État et l'industrie du bois devront aussi prendre en compte les répercussions économiques de la plantation d'arbres OGM comme une interdiction de vente du miel brésilien sur le marché européen ou la perte de certification FSC qui garantit une gestion responsable des forêts.
- La montée des eaux liée au réchauffement climatique pourrait être bien pire que prévu: selon une étude publiée jeudi 9 juillet 2015 dans la revue Science, elle pourrait atteindre au minimum 6 mètres, même en réduisant fortement les émissions de gaz à effet de serre. Même en cas de réchauffement réduit à moins de 2°C d'ici la fin du siècle, l'effet sur le niveau de mer pourrait dépasser toutes les prévisions émises à ce jour.

- Nombre d'espèces animales et végétales tentent de s'acclimater à la hausse des températures en migrant vers les pôles, à des latitudes plus fraîches, ou en gagnant les hauteurs, à la recherche de températures mieux adaptées à leur cycle biologique. Rien de tel chez les bourdons d'Europe et d'Amérique du Nord. Faute d'adopter cette stratégie de survie, ils voient leur aire de répartition, c'est-à-dire le territoire où ils évoluent, rétrécir comme peau de chagrin. C'est ce que met en évidence une étude internationale (Canada, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne, Etats-Unis) publiée, vendredi 10 juillet, dans la revue Science. Les auteurs ont compilé plus de 420 000 données d'observation, issues des inventaires et des collections des musées, sur 67 espèces de bourdons, dont 36 présents en Europe et 31 en Amérique du Nord.

## MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

*A l'approche de la Cop21, la société civile intensifie sa mobilisation pour le climat :*

- Alors que les climatologues de Météo France prévoient 10 à 25 jours de canicule par an dans la capitale d'ici à 2100, la ville de Paris présentera sa stratégie d'adaptation au changement climatique lors du prochain Conseil, qui se tiendra du 28 au 30 septembre. «Après les mesures d'atténuation, il est temps de lancer notre politique d'adaptation. C'est pourquoi nous avons lancé des études avec Météo France et deux bureaux d'étude, Explicit et Safege, afin de préciser les risques mais aussi les forces et les faiblesses du territoire», explique Célia Blauel, maire adjointe en charge de l'environnement et du plan climat énergie territorial. Un diagnostic qui révèle une capitale «robuste», grâce à sa géographie et son urbanisme, mais qui sera pourtant «exposée à des événements climatiques extrêmes d'ici à 2080».

- Concentrant la moitié de la population mondiale, les villes représentent 70 % des émissions de CO2. La moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre dépendent de décisions prises à leur échelle au travers de la construction, des transports ou de la gestion des déchets<sup>1</sup>. Elles sont donc particulièrement attendues sur la question du climat. Quelques milliers d'entre elles ont pris conscience de l'urgence et tentent de devenir plus durables. Tour d'horizon des bonnes pratiques.

- Les mouvements de « grands-parents » pour le climat se multiplient à travers le monde. Née en Suède en 2006, l'idée de mobiliser les retraités et/ou grands-parents pour sauver la planète a fait son chemin en Belgique, en Suisse, au Canada, aux États-Unis, et tout récemment en France. Ils se mobilisent pour laisser une meilleure planète pour les générations futures.

- Plutôt que de mettre en avant des discours scientifiques, le documentaire Opération climat souhaite donner la parole à chacun d'entre nous. Face aux dérèglements climatiques, quels coins de nature aimerions-nous préserver ? Opération climat propose aux citoyens européens d'envoyer de courtes vidéos sur leur histoire climatique intime. Les meilleurs moments de ces vidéos seront rassemblés dans un film, diffusé sur Arte et Internet, lors de la COP21, fin 2015.

- À l'occasion du Forum international de la société civile luttant contre la dégradation des terres Désertifications 2015 qui s'est déroulé à Montpellier du 10 au 13 juin, une déclaration officielle des 300 participants venus de 57 pays différents a été rédigée. Une large coordination internationale d'ONG, d'associations d'aide au développement, d'institutions, de collectivités locales et de scientifiques s'associent ainsi dans un texte commun intitulé « Terres et changement climatique ». Objectif : relayer la voix d'une société civile trop souvent mis à l'écart des rencontres de la gouvernance internationale à la veille de la COP21.

- Dans le cadre de la COP 21, VNF s'engage en apportant son soutien à plusieurs associations de lutte pour la sauvegarde des océans : Surfrider, 7ème continent, Tara Expéditions et la plateforme Océans et climat. Alors que la pollution des océans provient en majorité des déchets des continents acheminés par les fleuves, ce soutien ressort de la responsabilité sociétale de VNF notamment au regard de ses missions en matière de développement durable et de protection de la biodiversité sur l'ensemble du réseau fluvial qu'il entretient.

## DISPOSITIF « SOLUTIONS COP21 »



Solutions COP21 est un dispositif inédit de valorisation des solutions climat en amont et pendant la conférence des Nations Unies, dite COP21, prévue à Paris en décembre 2015.

Les solutions climat sont au cœur du dispositif Solutions COP 21, avec une **plateforme web dédiée** et de nombreux forums, des visites en région, un **pavillon au Bourget** pendant toute la durée de la COP21, et en point d'orgue une opération d'envergure ouverte à tous au **Grand Palais du 4 au 10 décembre 2015**.

Solutions COP21 a été initié par le Comité 21 avec le Club France Développement durable (rassemblant déjà plus de 80 réseaux), et est réalisé par le cabinet Alliantis et Le Public Système.

Retrouvez Solutions COP21 sur les réseaux sociaux : @SolutionsCOP21 #SolutionsCOP21  
Pour toute information : [www.solutionscop21.org](http://www.solutionscop21.org) / [contact@solutionscop21.org](mailto:contact@solutionscop21.org)

Espace en ligne contributif sur le climat, le Hub des Solutions climat lancé début 2015 a vocation à être la vitrine des solutions, pour lutter contre le dérèglement climatique et ses impacts.

### **Mettez en ligne vos Solutions Climat :**

[www.plateformesolutionsclimat.org](http://www.plateformesolutionsclimat.org) (FR) ; [www.climatesolutionsplatform.org](http://www.climatesolutionsplatform.org) (EN)

[Guide d'utilisation du Hub des Solutions climat](#)

(Également disponible en version anglaise)

---

Lors du Sommet mondial Climat et Territoires des 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2015 à Lyon, Solutions COP21, partenaire de la manifestation, a contribué à l'animation de la **Web TV du Sommet** en animant et organisant une trentaine d'interviews et tables rondes filmées.

Plusieurs personnalités comme Anne Hidalgo, Gérard Collomb, André Rossinot, Pascal Canfin...et de nombreux responsables d'organismes et entreprises présentes comme l'Ademe, l'INPI, Climate KIC, ICC, Green Cross France et Territoires, Pays de la Loire, Schneider Electric, Générali, Michelin, Suez Environnement, Veolia...ont été interviewés à cette occasion sur le sujet des solutions climat. ([Lien vers la Web TV](#))

Consulter le communiqué de restitution de toutes les interviews en cliquant [ici](#).



Retrouvez l'interview de Sylvianne Villaudière, Coordinatrice Générale de Solutions COP 21 et de Charlotte Beaumatin, Chef de projet COP 21 de l'INPI, réalisée sur la web TV lors du Sommet Mondial Climat et Territoires à Lyon les 1er et 2 juillet 2015.



Charlotte Beaumatin, Chef de projet COP 21 de l... par TLM

-----

Le [« Tour de France des Solutions pour le Climat »](#) - initiative lancée par Catherine Chabaud du 1er avril à l'automne 2015 - fait escale à Dunkerque.

A cette occasion, Sylvianne Villaudière, Coordinatrice générale de Solutions COP21, est intervenue le 16 juillet 2015 sur le thème « quel rôle pour les collectivités territoriales et les entreprises? ».

Veillez trouver [ici](#) le programme.

## AGENDA

- **Du 20 et 21 juillet 2015, réunion informelle au niveau ministériel**, organisée à Paris par la France, future présidence de la Cop 21, pour permettre d'avancer sur les questions les plus délicates, selon le chef de la diplomatie française Laurent Fabius.
- **Le 21 juillet 2015, Sommet des Conscience**. Ce Sommet des Consciences réunira plus de quarantaine personnalités morales et religieuses du monde entier pour répondre à la question «The climate, why do I care ?» et lancer ensemble un « Appel des Consciences pour le climat ». ([informations](#))
- **Les 25 et 26 aout 2015**, 13e Université d'été de la communication pour le développement durable (ACIDD) à Bordeaux, avec **focus Communication et Cop21** ([En savoir plus](#))
- **Les 26 et 27 août 2015 : Université d'été du Medef** avec plateau TV sur les Innovations Climat en lien avec Solutions COP21.
- **Le 10 septembre 2015, Atelier du Shift consacré aux thématiques énergie-climat** ([informations et inscription](#))

- **Le 16 septembre 2015**, la ville de Grande-Synthe et les organisateurs de l'opération Capitales françaises de la biodiversité organisent une journée d'échanges sur le thème « **Nature en ville et changements climatiques** »

- **Le 6 octobre 2015**, les pilotes de la Dynamique Climat Nord-Pas de Calais proposent une édition spéciale de **CAP Climat à Lille**. Avec la préparation de la COP 21, CAP Climat prendra des couleurs internationales ([Informations](#))

- **Du 6 au 26 octobre 2015**, la SNCF et un collectif de scientifiques et de médiateurs investis dans la recherche fondamentale et la médiation sur le climat, avec le soutien de l'association Météo & Climat lancent le **Train du Climat**. ([Communiqué de presse](#))

## PUBLIER VOTRE BROCHURE SPECIAL CLIMAT

**Pour vous aider à publier et valoriser de façon ciblée vos messages clés sur votre Politique Climat... Labrador et le cabinet Alliantis proposent un Pack dédié à réaliser d'ici la mi-novembre 2015 :**



**Contact :**  
Sarah GARNIER  
[sgarnier@alliantis.fr](mailto:sgarnier@alliantis.fr)  
01.44.56.09.56

### Qui sommes-nous ?

Alliantis est un cabinet de conseil intervenant depuis sa création en 2000 dans le domaine de la stratégie de communication en réseau. Il accompagne les décideurs publics et privés soucieux de développer ou redéfinir les relations qu'ils entretiennent avec les parties prenantes des projets dont ils sont porteurs.

Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations susceptibles d'apparaître dans cette infolettre, merci de nous envoyer un mail à Brice Lafon : [blafon@alliantis.fr](mailto:blafon@alliantis.fr)

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette infolettre, merci de nous renvoyer un mail à [alliantis@alliantis.fr](mailto:alliantis@alliantis.fr).



**Cabinet Alliantis**  
25 boulevard  
Malesherbes  
75008 Paris



Le cabinet Alliantis se mobilise pour Paris Climat 2015 en réalisant avec Le Public Système le dispositif Solutions COP21, lancé à l'initiative du Comité 21 et du Club France Développement durable avec de nombreux partenaires fondateurs. Solutions COP21 vise à valoriser des initiatives et solutions climat portées par des acteurs français et internationaux de tous secteurs : entreprises, institutions, collectivités, centres de recherche, associations...[@SolutionsCOP21](#) [#SolutionsCOP21](#) - [www.solutionscop21.org](http://www.solutionscop21.org) / [contact@solutionscop21.org](mailto:contact@solutionscop21.org)